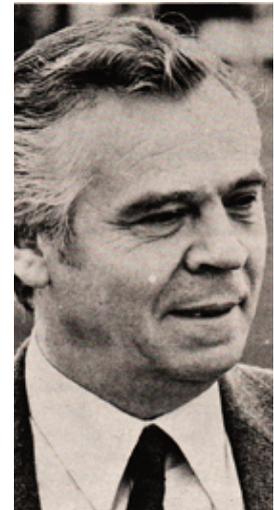


4

questions
à Albert
Detraz

l'espérance autogestionnaire



1 La CFDT vient d'organiser le premier des quatre colloques sur l'autogestion avec la participation du PS, du PSU et du CLAS. Quel est, pour vous, le sens de cette initiative ?

Albert Detraz : L'idée de ces colloques remonte à plus d'un an. A l'origine, la C.F.D.T. a pris l'initiative de proposer à toutes les organisations qui se sont nettement prononcées pour l'autogestion, c'est-à-dire le P.S., le P.S.U., les organisations du C.L.A.S., d'organiser ensemble une série de colloques afin de débattre de l'autogestion. Il s'agissait de choisir un certain nombre de sujets et de les approfondir par l'apport respectif des uns et des autres.

Les colloques, dont le premier vient de se tenir, sont organisés sur la base de l'idée de départ mais, pour différents problèmes qu'il serait trop long d'indiquer ici, la C.F.D.T. se trouve être la seule organisation responsable et invitante. Par contre, les rapports ont été préparés par un travail commun. Il y a donc dans ces colloques une puissance invitante, la C.F.D.T., des organisations participantes, celles que je viens d'énumérer, et des formations, personnalités et groupements invités à en suivre les travaux.

L'objet de ces colloques, c'est d'échanger des idées, des propositions entre organisations s'étant prononcées pour l'autogestion, ayant donc déjà suffisamment travaillé, réfléchi, pensé pour dépasser le simple stade

informatif sur ce sujet afin d'engager d'emblée un débat constructif.

Le mouvement autogestionnaire n'avait pas eu jusqu'ici, ou très peu, l'occasion de se réunir en colloque de travail pour débattre, échanger et confronter.

Ces colloques, il doit y en avoir quatre, s'inscrivent comme une contribution positive à une recherche sur l'autogestion, c'est pour nous le point de départ d'une confrontation plus large.

2 Le PC et la CGT n'ont pas été invités à ces colloques. Ils reprochent à la CFDT de vouloir ressusciter, par le biais d'un « courant autogestionnaire », une division au sein de la gauche. Cette attaque vous semble-t-elle fondée ?

A. D. : Cette attaque n'est pas fondée, c'est une mauvaise querelle, la C.F.D.T. n'a pas de leçon à recevoir en matière d'action unitaire.

Je viens de rappeler dans quel esprit sont organisés ces colloques, ils n'excluent personne puisqu'ils sont réservés aux partis, groupements, formations et syndicats qui se réclament de l'autogestion et qui ont, de ce fait, élaboré des textes, publié des documents, avancé des propositions et des idées sur le sujet.

Ceci étant dit, ces colloques ne sont pas exclusifs d'autres initiatives en la matière,

nous sommes prêts, à la C.F.D.T., à débattre de l'autogestion avec le PCF. et avec la C.G.T., mais on nous reconnaîtra, je suppose, le droit d'en discuter comme bon nous semble avec d'autres et sous des formes dont nous sommes seuls juges.

L'union de la gauche ne saurait être paralysante et étouffante mais, bien au contraire, dynamique et novatrice.

Par ailleurs, il existe un mouvement autogestionnaire, pourquoi ne pourrait-il pas se réunir sans porter atteinte à l'union de la gauche ? Qui prétend juger de ce qui divise et de ce qui unit ? Nous ne souhaitons qu'une chose, c'est que le PCF. et la CGT. s'inscrivent dans cette orientation.

A ce sujet l'article de Paul Laurent dans «**L'Humanité**» du 15 février comporte une ouverture sérieuse de dialogue et nous nous en félicitons.

3 Lors de son dernier conseil national, la CFDT s'est déclarée prête à élaborer une plateforme intersyndicale et à ouvrir une confrontation avec les partis politiques de gauche. Les signataires du Programme commun ont, eux, proposé une plate-forme d'objectifs concrets. Le PSU, lors de son Conseil national, avait lancé l'idée d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste. Quelle est votre attitude par rapport à ces différentes propositions ?

A. D. : La démarche de la C.F.D.T. n'est pas celle du Programme commun, pas plus que celle du P.S.U. C'est une démarche syndicale, c'est-à-dire que cela suppose, pour la C.F.D.T., comme le déclare la résolution du Conseil National de janvier 1974 : « **le maintien de sa capacité autonome d'action et de mobilisation, une maîtrise totale de sa décision en toute circonstance quel que soit le type de rapport qu'elle établit avec ses partenaires** ».

Cette démarche privilégie la confrontation entre organisations syndicales (C.F.D.T., C.G.T., F.E.N.) pour tenter d'élaborer une plateforme intersyndicale d'objectifs de transformation conduisant au socialisme. Ce serait là, en cas de réussite, une importante contribution au débat entre forces populaires anticapitalistes.

Toujours dans ce cas, la C.F.D.T. considère que d'un tel débat pourra sortir un constat de convergences capable de rassembler et de mobiliser.

Comme on le voit, cette démarche n'est pas celle du programme commun. A son sujet je rappellerai que la C.F.D.T. le considère comme un fait politique important ; il est bien de la responsabilité des partis de s'unir sur un programme à présenter aux électeurs, par contre il n'est pas de la responsabilité syndicale de se lier à un programme de gouvernement.

Quant à la stratégie d'union du P.S.U., elle procède d'une démarche politique, ce qui est normal pour un parti. Elle vise à ouvrir un débat général au sein des forces de gauche, entre partis et syndicats, et en essayant de réaliser leur unité autour d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste. Ce n'est pas notre position qui, je le rappelle, se présente en deux temps, la recherche d'une plate-forme intersyndicale d'abord, et ensuite, à partir des objectifs de celle-ci, ouverture d'un débat avec les partis. La stratégie du P.S.U. brûle une étape !

Notre conception de l'union des forces populaires n'est pas une machine de guerre destinée à diviser la gauche, bien au contraire, c'est une proposition réaliste et en rapport avec la tradition française en matière de relations syndicats-partis pour essayer de la faire progresser dans une voie unitaire.

Dans le domaine de l'union de la gauche, il ne faut jamais oublier les fonctions propres aux partis et celles propres aux syndicats, toute confusion affaiblit l'union. La position de la C.F.D.T. tient compte de ces limites respectives. C'est, en définitive, dans le cadre de la situation française, le moyen le plus sûr, le plus adapté pour progresser d'une façon cohérente vers une convergence des positions et des stratégies.

Il est absolument devenu nécessaire que la gauche, tant politique que syndicale, invente aujourd'hui les formes et les moyens d'un rapprochement durable sur une base dynamique et offensive ; dans ce domaine la CFDT vient d'apporter sa contribution.

Mais, bien entendu, la CFDT reste toujours prête à rencontrer à tout moment les partis de gauche chaque fois que les événements, l'actualité le nécessitent.

4 Un nombre croissant de mouvements de jeunesse, d'organisations d'éducation populaire font aujourd'hui le choix de l'autogestion. La décision de tenir, les 20 et 21 avril, des assises nationales pour l'autogestion est révélatrice de cette évolution. Il est relativement nouveau, au sein du mouvement ouvrier, que ce ne soit plus les seuls partis et syndicats qui prennent en charge un projet de société. Comment appréciez-vous ce phénomène ?

A.D. : Depuis le 16 mai 1968, où le concept d'autogestion a resurgi dans un communiqué de la CFDT, cette aspiration n'a cessé de se développer. Nous étions seuls en mai à ressentir la profondeur de cette aspiration, nous l'avions approchée par intuition ; depuis l'autogestion a fait du chemin. Elle a gagné des partis politiques, des groupements populaires, elle chemine à travers des organisations syndicales, elle perce dans des organisations de jeunesse, elle sera demain l'axe de référence fondamentale de toute la gauche socialiste, c'est une idée force qui sous-tend une grande espérance de transformation de la société et de liberté humaine.

La CFDT, organisation de masse, n'a jamais sous-estimé l'apport de formations diverses de caractère social, culturel, d'éducation populaire ou autre, peu nombreuses en effectif mais riches en idées et en militants de valeur.

La CFDT n'a jamais été repliée sur elle-même mais a toujours eu une attitude ouverte et disposée au dialogue avec tous ceux qui agissent en responsables, réfléchissent, pensent, proposent et innovent dans le sens du socialisme.

C'est donc un bilan positif que nous pouvons faire aujourd'hui, sans se cacher qu'il reste encore beaucoup à faire et surtout à clarifier. L'autogestion n'est pas seulement un but, ce qui la situerait dans le domaine de l'idéal, de l'eschatologie, mais elle doit être inscrite dans les moyens pour la rendre concrète, réelle et présente dans l'action ; rien que ce sujet pourrait donner lieu à un vaste débat.

Puisqu'un phénomène est un fait en mouvement, eh bien, l'autogestion est en mouvement, elle est devenue un élément de réflexion de la gauche, on se détermine de plus en plus par rapport à elle, c'est la preuve qu'elle est porteuse d'une grande espérance d'avenir.